

LE CRI

d'un homme en colère

Quand un vieux routier de la politique, de la diplomatie et du système onusien réagit au sort qu'on fait à la moitié de l'humanité avec la rage et la ferveur d'une féministe radicale, il faut s'arrêter et l'écouter.

par Stephen Lewis

Envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique



Allocution prononcée le 26 avril 2005 au sommet de la University of Pennsylvania sur les enjeux mondiaux en matière de santé des femmes.

Cette conférence porte sur les enjeux mondiaux en matière de santé des femmes, et tout ce que je m'appête à dire s'applique à ce sujet général. Mais plus j'y pensais, plus j'avais envie d'utiliser le VIH/sida en Afrique comme exemple-type de ces enjeux, en partie parce

que c'est celui que je connais le mieux, en partie parce que c'est vraiment un exemple-type.

Je suis l'envoyé spécial des Nations Unies pour le VIH/sida en Afrique depuis quatre ans. Certaines choses changent, petit à petit, d'une manière qui vous donne froid dans le dos. Des initiatives voient le jour [...], et on peut avoir l'impression que d'apocalyptique, la situation devient peu à peu simplement catastrophique. Mais il y a un facteur qui reste largement imperméable au changement : la situation des femmes. Sur le terrain, là où ça compte, là où les grands mots ne pèsent pas lourd, au jour le jour, l'existence des femmes reste aussi atrocement désespérée qu'elle l'a toujours été depuis le début de cette pandémie, depuis maintenant presque un quart de siècle.

Il y a quelques semaines, j'étais en Zambie, dans un village très loin de Lusaka. On nous y avait emmenés voir le « projet générateur de revenus » d'un groupe de *Women living with HIV*. Elles étaient là, rassemblées sous une grande bannière proclamant leur identité, 15 ou 20 femmes, toutes infectées par le virus, toutes s'occupant des orphelins, se tenant toutes fièrement debout à côté du projet générateur de revenus : un luxuriant carré de choux.

Après les avoir écouté décrire leurs besoins et ceux de leurs enfants avec volubilité et éloquence (comme d'habitude, la faim dominait la litanie), je les ai questionnées sur les choux. « Je suppose qu'ils ont amélioré votre alimentation ? » Oui, ont-elles répondu en chœur. « Et vous vendez les surplus au marché ? » Hochements de tête énergiques. « Et vous faites un profit ? » Oui, là encore. « Et que faites-vous de cet argent ? » Cette fois, elles ont semblé étonnées, comme si c'était une question ridicule dont je connaissais

sûrement la réponse : « On achète des cercueils, évidemment ! On manque toujours de cercueils. »

Dans ces moments-là, je me dis que le monde est devenu fou. Cela n'a rien à voir avec une crise existentielle ; simplement, je n'arrive pas à m'expliquer autrement ce que nous sommes en train de faire à la moitié de l'humanité.

Je veux vous rappeler que ce n'est qu'à la Conférence internationale de Bangkok sur le sida en 2004, près d'un quart de siècle après le début de la pandémie, que le rapport final d'ONUSIDA¹ a désagrégé les statistiques et exposé dans toute son ampleur la vulnérabilité dévastatrice des femmes. D'ailleurs, la phrase « En Afrique, le sida a le visage d'une femme », lancée à la Conférence internationale de Barcelone sur le sida deux ans plus tôt, était déjà très en retard sur la réalité. Alors peut-être devrions-nous cesser de la répéter comme si elle avait une dimension révélatrice. Les Africaines savent depuis toujours sur quels visages s'inscrivent les ravages du sida.

Je veux vous rappeler que, quand on a lancé les Objectifs du Millénaire pour le développement, il n'y en avait aucun sur la santé sexuelle et reproductive. Impensable, non ? Aujourd'hui, tout le monde essaie de la caser tant bien que mal dans les catégories VIH/sida, autonomisation des femmes ou mortalité maternelle, mais la santé sexuelle et reproductive aurait très certainement mérité une catégorie, un objectif à elle seule. [...]

Parlant de mortalité maternelle, permettez-moi de dire que ce cauchemar hante les femmes depuis des générations. Je me souviens que, quand je supervisais la publication de *La situation des enfants dans le monde* pour l'UNICEF dans les années 1990, nous avons beaucoup travaillé sur le sujet, pour découvrir que le nombre de décès annuels liés aux complications de la grossesse et de l'accouchement – entre 500 000 et 600 000 par année – n'avait pratiquement pas bougé depuis 20 ans. Depuis 30 ans maintenant.

Parions que s'il existait quelque chose comme la mortalité paternelle, les chiffres ne seraient pas restés figés pendant trois décennies. [...]

Je veux vous rappeler qu'en mars dernier la Commission pour l'Afrique, présidée et même instituée par le premier ministre Tony Blair, déposait un rapport

¹ ONUSIDA :
<unaid.org/en/default.asp>.



Stephen Lewis au milieu d'un groupe de *Women living with HIV*

unanimement applaudi, en particulier pour ses analyses et recommandations sur l'aide publique au développement (APD), sur le commerce et sur la dette. Applaudissements mérités : ce document va plus loin sur la voie progressiste que tout autre document international contemporain. À une chose près.

Je veux qu'on sache – car on ne le sait pas – que le seul aspect sous lequel ce prestigieux rapport est un échec lamentable est la façon dont il traite des femmes. On y trouve l'incontournable paragraphe où la Commission pour l'Afrique reconnaît qu'il y a deux sexes dans le monde, mais de manière générale, et bien que les femmes soient au cœur même de la survie et de l'intégrité du continent africain, on les y traite comme elles sont toujours traitées dans ces études pleines de promesses : de manière marginale, incidemment, pour la forme. Et ce, pas seulement pour le VIH/sida. Pour tout, du commerce à l'agriculture, des conflits armés à l'établissement de la paix.

On aurait peut-être dû s'y attendre, puisque, sur les 17 commissaires nommés, seulement 3 étaient des femmes. Ils avaient le monde entier pour choisir, et ils n'ont trouvé que trois femmes. [...]

Je veux vous rappeler, enfin, quelles dispositions nous avons prises au sein de l'ONU. Le VIH/sida est le pire fléau que ce monde ait à combattre, le plus dévastateur pour les femmes et les filles. Pourtant, dans notre système multilatéral, le mieux placé pour lutter contre la pandémie, nous n'avons aucune agence puissante pour promouvoir le développement des femmes, [...] pour intervenir en faveur de la moitié de l'espèce humaine.

Malgré le mantra « Les droits des femmes sont des droits humains », qu'on psalmodie depuis la Conférence

mondiale de Vienne sur les droits de l'homme en juin 1993, malgré l'affirmation pugnace des droits des femmes à la Conférence internationale du Caire en 1994, malgré la Conférence de Beijing (Pékin) sur les femmes en 1995, malgré la ratification par 150 pays de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous n'avons que le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM²), pour représenter les femmes du monde entier.

Or, le budget annuel d'UNIFEM – à peine 20 millions de dollars – est inférieur au budget annuel du bureau local de l'UNICEF dans plusieurs pays en développement. De plus, UNIFEM n'est pas une entité indépendante, mais un simple département du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); hiérarchiquement, la directrice générale d'UNIFEM a un rang inférieur à celui d'une douzaine de ses collègues du PNUD et de la grande majorité des représentants spéciaux du Secrétaire général. Enfin, UNIFEM est à ce point marginalisé que, dans le groupe des coparraineurs d'ONUSIDA, personne ne représente adéquatement les femmes.

Car, voyez-vous, ONUSIDA est un organisme de coordination, qui harmonise les activités VIH/sida d'une dizaine d'agences des Nations Unies : le PNUD, l'UNICEF,

“ **L**e VIH/sida est le pire fléau que ce monde ait à combattre, le plus dévastateur pour les femmes et les filles. ”

le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Banque mondiale, l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, l'Organisation internationale du travail, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Quand UNIFEM a demandé à devenir un des coparraineurs d'ONUSIDA, on lui a refusé ce privilège.

² UNIFEM : unifem.org/.

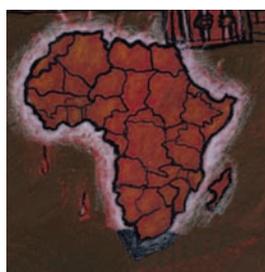
Alors je pose la question : qui parle au nom des femmes au cœur de la pandémie? Eh bien, le FNUAP, dans une certaine mesure. Et l'UNICEF dans une moindre mesure. Et, officiellement, le PNUD – quoique, selon mes observations sur le terrain, « officiellement » est le mot clé dans ce cas.

Je vais être clair : nous sommes aux prises avec l'agresseur le plus implacable qu'une maladie transmissible ait jamais représenté pour la santé des femmes, et il n'y a tout simplement aucune coalition concertée pour monter aux barricades au nom des femmes. Il y a bien la

pour assurer la santé des femmes me semble un défi quasi insurmontable.

Et parce que je pense cela, et parce que j'en vois la preuve mois après mois, semaine après semaine, dans ce carnage incessant des femmes et du sida – mon Dieu, ça vous arrache le cœur... Je ne trouve pas de mots pour exprimer cela. Ces toutes jeunes femmes qui ont désespérément envie de vivre, frappées soudainement par cette calamité qui fracasse leur vie avant même qu'elles aient eu le temps d'en avoir une. Qui ne peuvent même pas obtenir un traitement parce que les hommes passent en premier ou parce que la distribution du traitement est plus lente qu'un escargot paralytique. Qui mettent au monde des enfants infectés parce qu'elles font partie des

“ **D**urant toute ma vie adulte, j'ai adhéré à l'analyse féministe du pouvoir et de l'autorité mâle. Mais, peut-être par naïveté, je n'ai jamais imaginé que cette analyse serait débordée par les réalités historiques objectives. ”



Coalition mondiale sur les femmes et le sida³, qu'ont créée presque en désespoir de cause certaines leaders de la communauté internationale, notamment Mary Robinson et Geeta Rao Gupta, mais comme elles se battent pour obtenir un financement convenable et stable, leur présence sur le terrain est forcément périphérique.

Hier soir, en écoutant les présentations, je me disais, nom de Dieu, ça n'arrêtera donc jamais? La fistule obstétricale (voir p. 139) cause des souffrances si atroces... N'est-ce pas symptomatique qu'une des initiatives les plus importantes – peut-être la plus importante – pour remédier à cette situation scandaleuse soit venue non pas d'un gouvernement, mais d'Oprah Winfrey?

Pas plus tard qu'avant-hier, la branche britannique de Save the Children rendait public un rapport indiquant que presque la moitié des 300 000 enfants-soldats dans le monde sont des filles-soldats. Et si ce n'est pas là un grave problème de santé – de santé psychologique et émotionnelle –, alors je me demande bien ce que c'est. Cruelle ironie : les femmes ont atteint l'égalité à titre de victimes des conflits armés et du sida, mais nulle part ailleurs.

Les mutilations génitales féminines, la propagation de la violence contre les femmes, et en particulier de la violence sexuelle, le viol comme arme de guerre – au Rwanda, au Darfour, dans le nord de l'Ouganda, au Congo oriental –, le viol conjugal, la « profanation des enfants⁴ » comme on dit en Zambie, le trafic sexuel, la mortalité maternelle, le mariage précoce... Ici, je voudrais souligner que, selon des études récentes, dans certaines parties de l'Afrique, le taux de prévalence du VIH/sida est souvent plus élevé chez les femmes mariées que chez les célibataires d'une même collectivité (qui l'eut cru?).

Tous ces sujets auxquels vous vous attaquez dans cette conférence nous plongent au cœur même de la condition humaine. Durant toute ma vie adulte, j'ai adhéré à l'analyse féministe du pouvoir et de l'autorité mâle. Mais, peut-être par naïveté, je n'ai jamais imaginé que cette analyse serait débordée par les réalités historiques objectives. Le mouvement des femmes a réussi de grandes choses, mais la lutte mondiale contemporaine

90 % de femmes enceintes qui n'ont pas accès au programme Prévention de la transmission mère-enfant. Qui doivent en prendre soin toutes seules, et prendre soin toutes seules de toute la famille, même si elles sont malades. Qui doivent transporter l'eau, cultiver les champs, s'occuper des orphelins. Qui perdent leur propriété, qui n'ont pas droit à l'héritage, et qui ne peuvent compter sur aucune infrastructure légale ou jurisprudentielle pour défendre ces droits, pas même un code pénal pour freiner la violence.

Parce que j'ai vu tout ça, et parce que je le vois depuis quatre ans, et parce que je suis obsédé par le fait que cela va continuer, je veux un changement radical dans la lutte mondiale contre ce fléau, pas juste une autre tentative de réforme institutionnelle, mais une sorte de révolution.

Je me permettrai donc de soumettre à cette Conférence deux recommandations assez pragmatiques qui feraient toute la différence du monde pour les femmes, et aussi une proposition plus fondamentale.

Vous l'ignorez probablement, mais récemment le Swaziland est entré dans l'histoire : le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme lui a consenti une subvention qui servira à verser un salaire à 10 000 personnes qui prennent soin des orphelins, en très grande majorité des femmes. [...] Un salaire modeste, bien sûr – à peu près 30 \$ par mois, 1 \$ par jour –, mais qui fera une énorme différence. Je recommande donc premièrement que cette Conférence orchestre la rédaction et l'expédition d'une lettre signée par des femmes en vue, comme Mary Robinson, Geeta Rao Gupta et d'éminentes universitaires, et exhortant tous les chefs d'État et ministres de la Santé africains à exiger une telle indemnisation en invoquant le précédent du Swaziland.

Deuxièmement, je recommande [...] que cette Conférence collabore directement avec le Partenariat international pour des microbicides (IPM). [...] La découverte d'un microbicide⁵, sous forme de gelée, crème, éponge ou anneau cervical, qui préviendrait l'infection sans empêcher la conception (le partenaire n'aurait même pas à en connaître la présence) pourrait sauver la vie de millions de femmes. Selon le D^r Peter Piot,

³ La Coalition mondiale sur les femmes et le sida : <womenandaids.unaids.org/default.html>.

⁴ Le terme « profanation d'enfants » (*child defilement*) est un euphémisme signifiant « viol d'enfants ».

⁵ On estime à 280 millions \$US par année la somme requise, au cours des cinq prochaines années, pour faire des microbicides (substances capables de tuer ou d'immobiliser le VIH) une réalité.

d'ONUSIDA, ce microbicide pourrait exister d'ici trois ou quatre ans. Ce serait presque miraculeux : à défaut de vaccin – et il faut poursuivre sans relâche les efforts pour en trouver un –, un microbicide peut changer la vie des femmes et les rendre infiniment moins vulnérables. [...]

Plus fondamentalement, je propose que le processus de réforme amorcé aux Nations Unies soit confronté aux faits, et ce, dans les plus brefs délais. J'ai entendu le président du Botswana utiliser le mot « extermination » pour décrire ce qui se passe dans son pays. J'ai entendu le premier ministre du Lesotho utiliser le mot « annihilation » pour décrire ce qui se passe dans son pays. Dernièrement, j'ai discuté avec le président de la Zambie [...] et il a utilisé le mot « holocauste » pour décrire ce qui se passe dans son pays. Ce ne sont pas là des figures de style, ce sont des réalités. Et, dans une proportion écrasante, des réalités qui s'appliquent aux femmes. L'intervention mondiale doit donc être proportionnelle. [...]

Dans le système multilatéral, et je parle ici du système des Nations Unies, là où il y a le plus de chances de se dégager un leadership, il doit y avoir du changement dans la représentation des femmes. Il doit y avoir une agence, un organisme, une entité quelconque vouée à la santé mondiale des femmes ou, à tout le moins, au VIH/sida. Il ne s'agit pas de confiner cette entité à la santé mondiale des femmes, mais ce serait sa porte d'entrée. Cette entité pourrait naître à l'extérieur du système, et, une

“

C

ce qui arrive aux femmes dans cette pandémie me met dans un état de rage perpétuelle. Je voudrais étrangler les responsables, ceux qui ont attendu si longtemps pour agir, ceux qui trouvent des ressources infinies pour faire la guerre, mais à peine des miettes pour améliorer la condition humaine. ”

fois sur pied, exiger de devenir un des coparraineurs d'ONUSIDA, puis imposer sa plaidoirie au Secrétariat général, aux agences et aux États membres de l'ONU, avec un poids et une insistance sans précédent. Elle pourrait exiger l'application de la règle du 50 %. Commencez votre collecte de données en dénombant le nombre de femmes aux postes clés de l'ONU, [...] remettez-vous du choc que vous aurez en constatant que la citadelle multilatérale ignore tout de l'action positive, et commencez votre plaidoyer. Soyez implacables. Il faut que cela devienne un mouvement de changement social. Il faut que quelqu'un en prenne le leadership. [...] Il faut qu'un jour les gouvernements soient forcés de comprendre que les femmes constituent la moitié de tout ce qui concerne l'humanité, que par conséquent elles doivent prendre part à absolument tout. [...]

Il devrait y avoir un mouvement similaire dirigé vers l'Afrique elle-même. Ici, j'hésite, parce qu'il y a suffisamment de pressions néocolonialistes sans que j'y ajoute

mes recommandations pour l'Afrique et, à plus forte raison, pour les femmes. Mais je dois le dire, parce que je sais que c'est vrai, quand il s'agit de la santé des femmes, aux échelons les plus élevés, les leaders africains ne sont pas engagés dans le combat. [...] Si on ne les soumet pas à un lobbying intensif, si on ne les harcèle pas sur les questions discutées ici, rien ne changera pour les femmes.

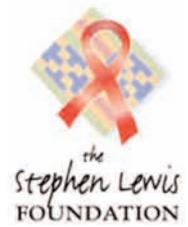
Cela aussi suppose un effort monumental. Dans mes fantasmes, je vois un groupe d'Africaines aller de pays en pays, de président en président, pour exposer les problèmes de santé spécifiques des femmes de chaque région et exiger un changement si profond qu'il ébranle les bases mêmes des relations entre les sexes dans la société. Je sais que des leaders africaines comme Wangari Matthai, Graça Machel et d'autres, ministres, professionnelles, militantes, voient les choses ainsi; ce dont elles ont besoin, c'est de l'appui international massif de leurs sœurs et frères du reste de la planète.

J'ai 67 ans. Je suis un homme. J'ai passé beaucoup de temps dans les sphères de la politique, de la diplomatie et du multilatéralisme. J'en connais un bout sur le fonctionnement de ce monde d'hommes. Pourtant, je le trouve encore en bonne partie incompréhensible. [...] Je sais seulement qu'en ce qui concerne les femmes, ce monde est absurde, insensé, aberrant. J'avoue que voir ce qui arrive aux femmes dans cette pandémie me met dans un état de rage perpétuelle, que je voudrais étrangler les responsables, ceux qui ont attendu si longtemps pour agir, ceux qui trouvent des ressources infinies pour faire la guerre, mais à peine des miettes pour améliorer la condition humaine.

Bien sûr, je me réjouis qu'il y ait les Objectifs du Millénaire pour le développement [...]. Mais j'avoue que je ne peux pas me sortir de la tête toutes ces femmes si affreusement malades que j'ai rencontrées. Et que je ne peux ni pardonner ni oublier. Je ne peux que me joindre, avec vous toutes et tous, à la plus grande lutte de libération qui soit, celle des femmes du monde entier.

TRADUCTION : Sylvie Dupont

STEPHEN LEWIS est envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique depuis le 1^{er} juin 2001. Chef du NPD à l'Assemblée législative de l'Ontario dans les années 1960 et 1970, il a été ambassadeur du Canada à l'ONU de 1984 à 1988. Entré à l'UNICEF en 1990, il en est devenu le directeur exécutif adjoint en 1995. Il a aussi fait partie du Groupe de personnalités éminentes chargé d'enquêter sur le génocide au Rwanda.



LA FONDATION
STEPHEN LEWIS

Créée en 2003 par Stephen Lewis, la fondation canadienne qui porte son nom recueille des fonds qui servent à :
– fournir des soins dans leur communauté à des femmes qui se meurent du sida pour leur épargner douleur, humiliation et indignité dans leurs dernières semaines de vie;
– aider les orphelins et autres enfants victimes du sida de toutes les manières possibles, du financement de leur scolarité à l'aide alimentaire;
– soutenir les groupes de « People leaving with HIV » en donnant à celles et ceux qui ont le courage de dévoiler leur condition les moyens d'acquiescer et de transmettre de l'information sur la prévention du VIH/sida, son traitement et les soins qu'il exige, ainsi que de lutter contre la stigmatisation de ses victimes.

La Fondation Stephen Lewis intervient au Kenya, en Tanzanie, en Zambie, au Malawi, au Zimbabwe, au Mozambique, au Rwanda, en Ouganda, en Afrique du sud et au Swaziland, et compte étendre son action au Lesotho, en Namibie et au Botswana.

Pour en savoir plus long : [<stephenlewisfoundation.org/>](http://stephenlewisfoundation.org/).